

NATIONS UNIES
Assemblée générale
QUARANTE-SIXIÈME SESSION
Documents officiels

PREMIERE COMMISSION
29^e séance
tenue le
mercredi 6 novembre 1991
à 15 heures
New York

PROCES-VERBAL DE LA 29^e SEANCE

Président : M. **MROZIEWICZ** (Pologne)

SOMMAIRE

EXAMEN DES PROJETS DE **RESOLUTION** SUR TOUS LES POINTS DE L'ORDRE DU JOUR
RELATIFS AU DESARMEMENT ET DECISIONS **A** LEUR **SUJET (suite)**

PROGRAMME DE TRAVAIL

Le présent compte rendu est sujet à rectifications.
Celles-ci doivent porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées,
dans un délai d'une semaine à compter de la date de publication, au Chef de la Section d'édition des documents officiels, bureau DC/750,
2 United Nations Plaza, et également être portées sur un exemplaire du compte rendu.

Les rectifications seront publiées après la clôture de la session, dans un fascicule distinct pour chaque commission.

Distr. GÉNÉRALE
A/C.1/46/PV.29
14 novembre 1991

FRANCAIS

La séance est ouverte à 15 h 25.POINTS 47 A 65 DE L'ORDRE DU JOUR (**suite**)EXAMEN DES PROJETS DE RESOLUTION SUR TOUS LES POINTS DE L'ORDRE DU JOUR
RELATIFS AU DESARMEMENT ET DECISIONS **A** LRUR SUJET

M. WAGENMAKERS (Pays-Bas) : Au nom de la Communauté européenne et de **ses** Etats membres, je souhaite prendre la parole pour présenter le projet de résolution **A/C.1/46/L.22**, intitulé "Mesures de confiance et de sécurité et désarmement classique en Europe". Ce projet a été déposé conjointement par les Douze et parrainé par tous les Etats Membres des Nations Unies participant à la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe, ainsi que le **Bélarus** et l'Ukraine.

Ce texte, qui fait suite aux résolutions **43/75 P** de 1988, **44/116 1** de 1989 et **45/58 1** de **1990**, est relatif **aux** résultats et à la poursuite des négociations de Vienne qui se déroulent **dans** le cadre de la CSCE, l'une sur les forces **armées** classiques en Europe, et l'autre **sur les** mesures de confiance et de sécurité en Europe.

L'an dernier, l'Assemblée générale s'est félicitée de la signature, à Paris, le 19 novembre 1990, du Traité **sur les forces** armées classiques en Europe **et de** l'adoption du Document de Vienne **sur les** mesures de confiance et de **sécurité** en Europe, au sommet de Paris de la CSCE le 21 novembre 1990.

Les Douze se réjouissent que les **obstacles** qui étaient apparus sur la **voie** de la ratification du Traité **sur les forces** armées classiques en Europe aient pu être levés, ce qui devrait conduire à une rapide et complète mise en oeuvre de cet important instrument.

Les Douze sont convaincus que l'application à la fois du Traité et des mesures de confiance et de **sécurité** agréées par les **Etats** participant à la CSCE contribuera au renforcement non seulement de la **sécurité** et de la stabilité sur le continent **européen**, mais aussi de la paix et de la sécurité au plan mondial.

M. Wagenmakers (Pays-Bas)

La décision des Etats **intéressés**, d'une part, de **poursuivre les négociations** actuelles et, d'autre part, de préparer les **négociations** qui doivent suivre le sommet **d'Helsinki de 1992, constitue** une nouvelle étape dans la mise en place d'un nouvel ordre de sécurité en Europe. Celui-ci doit rester fondé sur le processus de la Conférence sur la sécurité et la **coopération** en Europe (CSCE), qui, plus que jamais, constitue un facteur important de **stabilité** au moment où le continent connaît de véritables bouleversements positifs - hélas parfois conflictuels. Les Douze **espèrent** que le projet de résolution qu'ils présentent sera, comme dans le passé, adopté par consensus.

(L'orateur poursuit en anglais)

Je voudrais maintenant **faire** quelques **observations** sur la **question** du désarmement classique, et cette **fois** encore **c'est** au nom des 12 Etats membres de la Communauté européenne que je prends la parole.

Le Document final de la dixième session extraordinaire de l'**Assemblée** générale consacrée au désarmement déclare :

"En même temps que les négociations sur les mesures de désarmement nucléaire, la limitation et la réduction progressive des forces **armées** et des **armes** classiques devraient être résolument poursuivies dans le cadre du progrès vers le désarmement général et complet.*" (S-10/2, par. 81)

Il ne fait aucun doute que le Traité entre les **Etats-Unis** d'Amérique et l'Union des Républiques socialistes soviétiques sur l'élimination de leurs missiles nucléaires à portée intermédiaire et à **plus** courte **portée** (Traité FNP) et le Traité sur la réduction et la **limitation** des armes offensives stratégiques (**START**) ont imprimé un formidable élan au désarmement nucléaire. Le **désarmement** classique a également enregistré d'importants progrès avec la signature à **Paris**, en novembre 1990, du Traité sur les forces armées conventionnelles en Europe. Le processus de limitation des armes classiques et du désarmement **en** Europe se poursuit. Des questions comme la réduction des effectifs et les mesures de stabilisation sont à l'étude. Après la **réunion** de suivi de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe de 1992, de nouvelles négociations sur le désarmement et les mesures propres à accroître la confiance et la sécurité sont censées commencer entre tous les Etats parties à la CSCE.

M. Wagenmakers (Pays-Bas)

Il y a **lieu** de se féliciter de l'attention **croissante** dont le désarmement classique fait l'objet. Depuis la **seconde** guerre mondiale, les **armes** classiques ont fait énormément de victimes. Mais ce **n'est** pas **simplement** le nombre élevé de victimes qui devrait inciter les **Etats** à s'engager dans un processus de désarmement classique. Plus que toute autre chose, la guerre du Golfe a montré que la communauté internationale n'accepte pas le recours à l'agression armée comme **moyen** de règlement des différends. L'acquisition de vastes arsenaux d'armes classiques en quantités qui **dépassent** manifestement les besoins de **défense** et les efforts pour acquérir des armes de destruction massive ne sont tout simplement pas une opération rentable et ne peuvent mener qu'au désastre. **Les** Etats devraient fonder **leurs** politiques de défense sur une capacité militaire **suffisante** en cas de légitime défense individuelle ou collective. **Ils** ne devraient pas recourir à la menace ou à l'emploi de la force pour régler leurs différends. Le principe du **règlement** pacifique des différends devrait **être** soutenu et réaffirmé.

A maintes reprises dans le passé, les Douze ont insisté sur la **nécessité** de s'engager sur la voie du désarmement classique. Le **modèle** européen n'est pas un **modèle** dont toutes les autres **régions** sont tenues de s'inspirer intégralement, mais c'est **précisément** parce que les **Douze** ne savent que trop combien il est difficile de s'engager dans un processus de désarmement **classique** qu'ils ne peuvent qu'inviter instamment les autres à **s'y** engager sans retard.

La **session** de l'année dernière de l'**Assemblée** générale a également été positive à cet égard, comme on peut le voir dans la résolution **45/58 G**, adoptée par **consensus**, qui déclare qu'il serait souhaitable que la Conférence du **désarmement** s'occupe de la question, dans la mesure du possible. On notera que la Conférence du désarmement n'a toujours pas **inscrit** le désarmement classique à son ordre du jour.

L'**exemple européen** montre que le **désarmement** classique ne peut être considéré isolément. **Les** percées et **les** progrès se produisent lorsque les circonstances politiques se prêtent éventuellement à ce genre d'évolution. **Les Etats** devraient donc s'efforcer de réduire les **risques** de conflit.

La volonté politique de régler **les** différends par des moyens pacifiques et l'adoption de mesures propres à accroître la confiance peuvent conduire à

M. Wagenmakers (Pays-Bas)

l'adoption de **mesures** de désarmement. La franchise et la **transparence** devraient avoir priorité sur tout et constituer un **moyen** essentiel d'arriver à la création d'un climat de confiance. Les Etats devraient faire porter leurs efforts avant tout **sur** l'établissement de la stabilité, notamment par **l'élimination** de la capacité de **lancer** des attaques surprise et des opérations offensives à grande échelle. L'objectif des mesures de **désarmement** classique devrait être une sécurité accrue au niveau le plus bas possible d'armements et de forces armées.

Il est certain qu'une plus **grande** transparence dans le domaine des ventes internationales d'armes aura pour effet à l'avenir d'imprimer un formidable élan au désarmement classique, si cette instance arrive véritablement à s'entendre **sur** l'établissement, aux auspices des Nations Unies, d'un registre sur les transferts internationaux **d'armes**.

Il est clair évidemment que les armes et le matériel faisant l'objet d'un accord de réduction des forces classiques ne devraient pas être transférés, directement ou indirectement, à des Etats qui ne seraient pas parties à l'accord en question. Le principal moyen **d'opérer** ces réductions devrait être la **destruction** de ces armes et de ce matériel.

En étant **mieux** informés de leurs capacités militaires réciproques, les Etats pourraient plus facilement entreprendre des efforts de désarmement axés sur des **systèmes** considérés comme étant particulièrement menaçants et, partant, **déstabilisateurs**.

La question de la limitation des armes classiques et du désarmement classique devrait continuer d'occuper la priorité dans le débat multilatéral sur **le désarmement**. La question du désarmement classique devrait continuer de **figurer** à l'ordre du jour de la Conférence du désarmement. Les Douze sont prêts à fournir toute l'assistance et **toute** l'expérience qu'ils ont acquise en la matière.

M. HYLTIENIUS (Suède) (interprétation de l'anglais) : J'ai l'honneur de présenter le projet de **résolution A/C.1/46/L.13** relatif à la Convention sur l'interdiction ou la limitation de **l'emploi** de certaines armes classiques qui peuvent être **considérées** comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant **sans** discrimination, en **même temps** que trois protocoles relatifs aux éclats non localisables, **aux** mines, pièges et autres dispositifs, et aux armes incendiaires, respectivement.

M. Hyltenius (Suède)

Après de nombreuses années de négociations, la Convention a **été** ouverte à la signature en avril 1981, et la **Secrétaire** général des Nations Unies a été désigné comme son dépositaire.

L'adoption de la Convention était l'aboutissement de plusieurs années de travail laborieux. Le fait qu'elle **soit** entrée en vigueur dès décembre 1983 était un signe encourageant de la volonté de la communauté internationale de **mettre progressivement** au point un droit humanitaire international dans le domaine des armes classiques et de lui donner effet. Le projet de résolution reflète la satisfaction que nous éprouvons face à cette évolution positive, **mais** il y est également fait mention de la nécessité d'une plus large ratification de la Convention et de ses trois Protocoles annexes. Dans le projet de résolution, tous les Etats qui ne l'ont pas **encore** fait sont instamment priés de faire tout ce qui est **en** leur pouvoir pour devenir parties le plus **côt** possible à la Convention et aux Protocoles y annexés, de sorte qu'en fin de compte l'adhésion soit universelle. Dans le projet de résolution, l'Assemblée **générale** note, en outre, que le **Comité** international de la Croix-Rouge est **à même** d'examiner des questions dans **le** cadre de la Convention.

Les auteurs du projet de résolution sont l'Australie, l'Autriche, le **Bélarus**, la Belgique, la Bolivie, Cuba, le Danemark, la **Finlande**, la France, la Grèce, l'Irlande, l'Islande, l'Italie, la Norvège, la Nouvelle-Zélande, les Pays-Bas, la République démocratique populaire lao, **l'Union** des Républiques socialistes **soviétiques**, le Viet **Nam**, la Yougoslavie et mon propre pays, la Suède. **Au** nom des ses auteurs, je voudrais exprimer l'espoir que le **projet** de résolution **A/C.1/46/L.13** sera adopté sans vote.

Parlant au **nom** de **ma** propre **délégation**, je tiens à faire les remarques complémentaires suivantes. Conformément au paragraphe 3 de **l'Article 8** de la Convention, une conférence **d'examen** ou d'amendement peut **être** convoquée 10 ans après l'entrée en vigueur de la Convention, **c'est-à-dire** en 1993. **De** l'avis de la Suède, il faudrait maintenant examiner l'opportunité d'une telle Conférence afin de pouvoir prendre une décision **à** son sujet au cours de la quarante-septième session de **l'Assemblée** générale. De l'opinion de mon pays, certaines catégories d'armes, comme les armes incendiaires, devraient faire l'objet d'autres restrictions particulières. **Nous** estimons également que les

M. Hyltenius (Suède)

mines navales devraient faire l'objet de restrictions dans un nouveau protocole, de préférence dans le cadre de la Convention actuelle. Le Gouvernement suédois a présenté un projet de protocole sur ce sujet lors de la réunion de la Commission du désarmement des Nations Unies en mai 1989 (A/CN.10/141). La Suède a maintenant l'intention de présenter et de faire distribuer en tant que document officiel des Nations Unies une **nouvelle** version du projet de protocole **présenté** en 1989. Ma délégation espère qu'il sera publié d'ici deux jours. Comme la précédente, cette version a **été** élaborée compte tenu des concepts de mécanismes neutralisants et des informations, concepts déjà inclus dans la huitième Convention de La Haye et dans le deuxième **Protocole** sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi des mines, pièges et autres dispositifs, attachés **à** la Convention des Nations Unies sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques. La nouvelle **version** est le produit de **consultations** entre un petit nombre d'experts internationaux qui travaillaient **à** titre personnel. Le texte diffère de la version précédente en ce sens que la référence aux torpilles y est supprimée **et** que le projet de protocole est présenté en tant que protocole additionnel annexé **à** la Convention des Nations Unies sur certaines armes classiques. Les autres changements sont essentiellement des changements de forme. Nous espérons que la nouvelle version mise **à jour** sera une base utile pour la suite des **délibérations**.

En outre, de l'avis de ma délégation, le développement de la technologie laser devrait être suivi de près, Il est net qu'il existe un risque de **mise** au point de lasers **à** des fins antipersonnel sur le champ de bataille classique. Il est donc techniquement possible de mettre au point et de fabriquer des armes à laser spécifiques, dont l'effet principal serait d'aveugler de façon permanente les soldats de l'adversaire. De telles armes **à** laser antiveuilles peuvent présenter certains avantages sur le plan militaire mais, en contrepartie, compte tenu des considérations humanitaires, il semble que ces armes **à** laser devraient faire l'objet d'interdictions ou de restrictions en ce qui concerne leur utilisation, soit dans **un** nouveau protocole **annexé à** la Convention des Nations Unies ou par tout autre moyen. Les experts suédois ont constamment consulté les autres experts en la matière au cours des

M. Hyltenius (Suède)

quelques dernières **années et** ont participé à plusieurs réunions d'experts, dont beaucoup avaient été organisées par le **Comité** international de la Croix-Rouge.

La Suède attache beaucoup d'importance à ce que l'on développe davantage le droit humanitaire international dans les conflits armés. Bon nombre de ces questions seront, nous l'espérons, **largement** discutées au cours de la vingt-sixième Conférence internationale de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge qui se tiendra à Budapest, en Hongrie, du 29 novembre au 6 décembre de cette année.

M. WAGENMAKERS (Pays-Bas) (interprétation de l'anglais) : Il y a eu 10 ans l'an dernier qu'une conférence des Nations Unies à Genève adoptait la Convention sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines **armes** classiques **qui** peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination.

Les Pays-Bas n'ont pas cessé d'appuyer vigoureusement les buts et objectifs de la Convention. Selon **nous**, par conséquent, les Etats devraient être encouragés à devenir parties à celle-ci. Plus l'adhésion à la Convention sera large, plus la norme internationale **qu'établit** la Convention sera forte.

Nous pensons qu'un avantage supplémentaire de la Convention est qu'elle pousse les Etats à **réfléchir** et à soupeser **l'efficacité** militaire de certaines armes par rapport à des considérations humanitaires. Ainsi la Convention, outre l'interdiction ou la limitation de certains types d'armes, **peut** aussi amener les Etats à **réfléchir** plutôt deux fois qu'une avant de les acquérir ou de les utiliser.

Au nom de **madélégation**, je tiens à appuyer pleinement la **déclaration** liminaire que vient juste de faire le représentant de la Suède sur le projet de résolution **A/C.1/46/L.13**. Les Pays-Bas espèrent que la Convention bénéficiera à l'avenir d'une adhésion universelle. Un appel à cet effet est aussi lancé dans le texte du projet de résolution **A/C.1/46/L.13**, au paragraphe 3 du dispositif, **où** l'Assemblée générale :

"Prie instamment tous les Etats qui ne l'ont pas encore fait de faire tout ce qui est en leur pouvoir pour devenir parties le plus tôt possible à la Convention et aux Protocoles y annexés, de sorte qu'en fin de compte l'adhésion soit universelle." (**A/C.1/46/L.13**)

M. Wagenmakers (Pays-Bas)

Cette **adhésion universelle**, ou du moins une large **adhésion**, renforcerait **l'autorité** de la Convention. La collectivité internationale devrait rechercher **des** moyens d'y **parvenir**.

Une conférence d'examen pourrait être le moyen d'y arriver. Certes, examiner le fonctionnement de la Convention pourrait aider **à** faire converger l'attention internationale sur cet important instrument du droit humanitaire international. Il est prévu dans la Convention **même** qu'une conférence d'examen peut être convoquée 10 **ans** après son entrée en vigueur, ce qui voudrait dire en 1993.

Les pays-Bas estiment que la **possibilité** de convoquer une conférence d'examen devrait être **sérieusement** envisagée dans un **proche** avenir et dans les instances appropriées, par exemple au cours de la prochaine Conférence générale du **Comité** international de la Croix-Rouge **à** Budapest.

M. Wagemakers (Pays-Bas)

Les non-membres pourraient **assister** à cette conférence d'examen en tant qu'observateurs, ce qui susciterait un **plus** grand intérêt pour la Convention et contribuerait davantage **à** faire reconnaître **ses** mérites. Il ne s'agit peut-être que de progrès modeste⁵ vers **l'universalité**, qu'il ne faut cependant pas sous-estimer. La présente **session** de l'Assemblée **générale** Peut donner un **nouvel** élan en adoptant de nouveau par consensus le projet de **résolution** **A/C.1/46/L.13**.

M. HANSELMANN (Norvège) (**interprétation** de l'anglais) : Ma **délégation** voudrait faire quelques **brèves** observations au **sujet** de la Convention sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classique⁵ qui peuvent **être considérées comme** produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant **sans** discrimination et ses trois Protocoles, La **Convention** est le fruit de nombreuses années d'examen par la communauté internationale - notamment l'Organisation des Nations **Unies** et le **Comité** international de la Croix-Bouge (CICR) - dont le **but** était d'interdire ou de limiter l'emploi de certaine⁸ arme⁵ classique **particulières** qui pourraient avoir des effet⁵ traumatique⁵ excessifs. De l'avis de la **Norvège**, la Convention représente **une tentative réussie** d'élaborer le droit humanitaire **dans** le domaine du **désarmement**, en vue de **protéger** les civils et de réduire les souffrances des victimes des conflits armés.

Le projet **de résolution** sur **cette** question, qui **figure au document** **A/C.1/46/L.13**, que vient de **présenter** la **Suède** et dont mon **pays est** un des auteurs, souligne que l'article **8 de la** Conv ntion traite notamment de la question des amendements ou **des** protocoles. **En vertu** de cet article, une conférence peut **être** convoquée **pour** revoir la portée et l'application de la Convention et pour examiner toute proposition additionnelle **de** psotocolas additionnels concernant d'autres catégorie⁸ d'armes classique⁵ sur lesquelles les **Protocoles** existants ne portent pas.

Si la proposition de tenir une telle conférence est faite, **la** Norvège tient à souligner qu'elle devrait faire l'objet de vastes consultations, en ce qui concerne en particulier les nouvelle⁵ catégorisa d'armes que l'on pourrait **souhaiter** inclure.

En terminant, ma **délégation** prie **instamment** les pays qui na, l'ont pas encore fait **d'achéver** à la Convention et aux **Protocoles**. Il est clair que l'objectif **doit** être une participation **universelle**.

M. ERRERA (France) : Je souhaiterais prononcer une brève intervention sur le point 50 de l'ordre du jour, relatif au **Traité** de Tlatelolco.

Comme le rappelle le plan français de maîtrise des armements et **désarmement**, présenté le 3 juin dernier - je me réfère au document A /212, sur lequel j'aurai l'occasion de revenir -, la prévention de la prolifération des **armes nucléaires** est une tâche urgente à laquelle tous les Etats, du Nord comme du Sud, ont un intérêt vital. C'est dans cet esprit que la France a **annoncé sa décision** d'adhérer au Traité sur la non-prolifération des **armes nucléaires**. Comme l'a indiqué le Ministre français des affaires étrangères à l'**Assemblée générale**, les instruments d'adhésion de la France au Traité de **non-prolifération** seront déposés avant la fin de cette année.

C'est également dans cet **esprit** que la France a pris note avec **satisfaction** de la **décision** de certains pays d'Amérique latine, en particulier de l'Argentine, du Brésil et du Chili, de prendre des **mesures** visant à **accélérer** la pleine entrée en vigueur du Traité d'interdiction des **armes nucléaires** en **Amérique** latine. En effet, la France a **toujours** indiqué qu'elle ne devancerait pas les décisions des Etats de la région quant à la mise en oeuvre du Traité, ni ne contribuerait à retarder celle-ci.

Au vu de **ces** éléments, je souhaite annoncer ici que la France étudie positivement l'**éventualité** de sa ratification du **Protocole** additionnel 1 du **Traité** de Tlatelolco.

M. MARIN BOSCH (Mexique) (interprétation de l'espagnol) : La délégation du Mexique **s'attachera** au point 50 relatif à l'application de la résolution **45/48** de l'**Assemblée générale** relative à la signature et à la ratification du Protocole additionnel 1 au Traité visant l'interdiction des **armes nucléaires** en Amérique **latine** et dans les Caraïbes, connu sous le titre de Traité de Tlatelolco. Comme **les** membres de la Commission le savent, le Traité compte déjà 23 **Etats** parties sur les **33** pays indépendants de la **région**. En outre, dans le Protocole additionnel II, les cinq Etats dotés d'armes nucléaires se sont engagés à respecter le statut de **dénucléarisation** en Amérique latine et dans les Caraïbes et à ne pas recourir à la menace ou à l'emploi **des** armes nucléaires contre les parties au **traité**.

M. Marin Bosch (Mexique)

Par ailleurs, dans la **zone** d'application du Traité, il y a **certain**s territoires qui, sans être des entités politiques **souveraines**, sont néanmoins à **même** de **bénéficier des** avantages qui découlent du Traité grâce à son Protocole additionnel 1, auquel **les** quatre **Etats** qui sont internationalement responsables **de jure** ou de facto de ces territoires - les Etats-Unis, la France, les Pays-Bas et le Royaume-Uni - peuvent devenir parties. Le Royaume-Uni est devenu partie à ce Protocole en 1969, les Pays-Bas en 1974 et les Etats-Unis en 1981. Il ne manque que la France, qui a **signé** le Protocole en 1979 mais qui ne l'a pas encore ratifié. C'est pourquoi l'Assemblée générale a **lancé** des **appels pressants** à la **France** pour **qu'elle ratifie** le **Protocole** et **présenté** 18 projet de résolution **A/C.1/46/L.2**.

Au nom **des** 18 auteurs du projet de résolution **A/C.1/46/L.2**, je **souhaite** dire que nous avons écouté attentivement ce que vient de déclarer le représentant de la France, **à savoir** que son gouvernement **est** disposé à examiner sérieusement la ratification du Protocole additionnel 1 du Traité de Tlatelolco. Cette ratification terminerait un long chapitre de l'histoire des efforts qui ont été déployés pour faire respecter intégralement **le** Traité. Nous **remercions** le représentant de la France **de l'information** qu'il nous a fournie et nous nous **félicitons** de la mesure que son gouvernement semble disposé **à** prendre.

Compte **tenu** de **ce** qui précède, **les** auteurs du projet **A/C.1/46/L.2** n'insisteront pas, **je répète n'insisteront** pas, pour **mettre** ce projet aux voix et, partant, 18 retirent. **En** revanche, nous demandons à la Première Commission d'inscrire au programme provisoire de la quarante-septième **session** de l'Assemblée **générale** le point "**Signature** et ratification du Traité visant l'interdiction des armes nucléaires en Amérique latine et **dans les** Caraïbes (Traité de **Tlatelolco**) et de **ses** deux Protocoles additionnels".

Le **PRESIDENT** (interprétation de l'anglais) : Le représentant du Mexique a donc retiré son projet de résolution **A/C.1/46/L.2** et **exprimé** son intention de présenter un projet de décision sur le **même** sujet, qui sera distribué officiellement. Je pense que la Commission acceptera cette procédure.

Il en est ainsi décidé.

Le **PRESIDENT** (interprétation de l'anglais) : Je donne la parole à la représentante du Costa Rica qui souhaite présenter le projet de résolution **A/C.1/46/L.34**.

Mme CASTRO de BARISH (Costa Rica) (interprétation de l'espagnol) : Ma délégation prend pour la première fois la parole en cette instance. C'est pourquoi, Monsieur le Président, je **saisis** cette occasion pour vous féliciter de votre élection, **à l'unanimité**, à la **présidence** de la Première Commission pour cette quarante-sixième **session**. Je suis particulièrement heureuse de ce choix en **raison** non **seulement** de vos qualités sur les plans professionnel et personnel, **mais** parce que vous représentez la Pologne, un **pays** que le Costa Rica a toujours admiré. **J'adresse** également mes félicitations **à** vos **collaborateurs**.

J'ai l'honneur de présenter **à** la Première Commission le projet de résolution **A/C.1/46/L.34** intitulé "Education et information en **matière de désarmement**". Le texte reprend, pour l'essentiel, les grandes **lignes** de la résolution **44/123** approuvée le 15 décembre 1989 et dont l'objectif est de donner effet au paragraphe 106 du Document final de la dixième session extraordinaire de l'**Assemblée** générale (résolution S-10/2) mentionné dans le premier alinéa du préambule de notre projet. L'accent est également mis sur les paragraphes 99, **100** et 101 du Document final qui contiennent toute une gamme de recommandations concrètes destinées à mobiliser l'opinion publique mondiale **en** faveur du désarmement et soulignent la nécessité d'accorder une plus grande publicité au Document final de la dixième Session extraordinaire.

Il convient **également** de préciser que la Campagne mondiale du désarmement est un complément très précieux aux efforts en faveur du désarmement. Nous pensons qu'il est un point certes **évident** mais qu'il est peut-être bon de **rappeler**, **à** savoir que pour obtenir les résultats recherchés, il est indispensable de mener **à** bien, **à** tous les niveaux de l'enseignement **formel**,

Mme Castro de Barish (Costa Rica)

de8 programma8 de formation **visant à** modifie8 les attitude8 fondamentales touchant **l'agression**, la violence, les armement8 et la guerre. Il faut rappeler ici le préambule de la Conatitutfon de **l'Unesco** qui déclare entre **autres** que

"les guerres prenant naissance dan8 l'esprit des hommes, c'est dans l'esprit des hommes que doivent être élevées les défenses de la paix."

Nous **prenons** acte avec **satisfaction** de8 **transformations** extrêmement importantes qui se **sont** produites en maint8 endroits du monde et qui **visent à** promouvoir la liberté, la démocratie, le respect **et** la jouissance de8 droits de l'homme, **le désarmement** et le **développement social et économique**. Il n'est **pas possible**, dans le8 **circonstances actuelles**, d'ignorer ce8 **faits** encourageants. **C'est** pourquoi nous **en avons** fait mention au dernier **alinéa** du préambule et au paragraphe 3 du dispositif.

Nous ne **pouvons pas** traiter le **désarmement** comme un problème exclusivement technologique et politique **sans** penser que **les** moyen8 de mort, qu'ils **soient** nucléaires, **classiques, chimiques, bactériologiques** ou de destruction massive, font **des** victime8 parmi **les** êtres humains et autres créatures vivante8 et provoquent une destruction de l'environnement et du système écologique tout entier. Nous **pensons** donc qu'il était nécessaire et pertinent de faire figurer cette mention dan8 notre projet de résolution.

La premier paragraphe du diapositif du projet **remercie** la Secrétaire général pour son rapport réalisé en application **de** la résolution **44/123** ainsi que pour le8 **excellentes informations** qui y figurent **et** proviennent **des Etats Membres, des organisations gouvernementales internationales**, de8 organisations **non** gouvernementale8 et des établissements d'enseignement pour la paix et le désarmement.

Le quatrième paragraphe du dispositif souligne Pas objectif8 vitaux de la **Campagne** mondiale pour le **désarmement**, à savoir : **informer, éduquer, mieux faire comprendre et appuyer les but8 des Nation8 Unies** dan8 le domaine du désarmement.

Le cinquième **paragraphe demande** aux Etat8 Membres et **aux organisations** internationale8 gouverne **mentales** et non **gouvernementales**, ainsi qu'aux **établissements d'enseignement** pour la paix et le **désarmement, de** redoubler

Mme Castro de Barish (Costa Rica)

d'efforts pour **donner** effet au paragraphe 106 du **Document** final, et de présenter au Secrétaire général un **rapport sur** l'action qu'ils ont menée à cette fin,

Enfin, le **projet de** résolution prie le Secrétaire général **de** présenter à l'Assemblée. **à** sa quarante-huitième **session**, au titre du point de l'ordre du jour intitulé "Education et information en matière **de** désarmement", les rapports demandés au paragraphe 5 du **dispositif**.

Nous remercions les pays qui ont coparrainé ce projet et nous ont aidés dans cette entreprise, **à** savoir le Canada, la Colombie, le Chili, l'Equateur, El Salvador, le Guatemala, le **Honduras, les Iles Marshall**, le Nicaragua, le Panama, le Paraguay, le **Venezuela**, auxquels **sont** venus **se** joindre - comme je viens d'en être informé - l'Inde, l'Irlande, le Pérou, le Togo **et l'Uruguay**. Nous **serions** très **reconnaissants** aux membres de la **Commission de bien vouloir** accueillir favorablement notre initiative et **nous** espérons vivement que ce texte sera adopté **sans** vote.

PROGRAMME DE TRAVAIL

Le **PRESIDENT** (interprétation **de** l'anglais) : J'informe les membres de la **Commission** qu'à partir **du** vendredi **8** novembre nous commencerons **à** prendre des **décisions sur** les projets de **résolution** relevant **des** points **de** l'ordre **du** jour relatifs aux **questions** du désarmement. Comme indiqué hier, ces projets **de** résolution seront examinés groupe par groupe.

Vendredi, nous nous prononcerons **sur** les projets de résolution compris dans le groupe 1, **c'est-à-dire** les **projets A/C.1/46/L.1, L.3, L.5, L.8, L.10, L.13, L.26, L.33 et L.39**. Puis, si nous **en** avons **le** temps, **nous** prendrons **des** décisions en **ce** qui concerne les projets de résolution du groupe 2, **à** savoir **A/C.1/46/L.15 et L.40**.

La séance est levée à 16 h 10.